



Fondation Scelles

Connaître, Comprendre, Combattre
l'Exploitation Sexuelle

Extrait du livre :

Fondation Scelles, Charpenel Y. (sous la direction), *Système prostitutionnel : Nouveaux défis, nouvelles réponses (5^{ème} rapport mondial)*, Paris, 2019.

© Fondation Scelles, 2019

GUATEMALA

	POPULATION 16,9 millions		PIB PAR HABITANT 4 471 USD
	REGIME POLITIQUE Régime unitaire doté d'un régime présidentiel		INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN 125 ^e rang sur 187 pays
	INDICE D'INEGALITE DE GENRE 113 ^e rang sur 147 pays		INDICE DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION 143 ^e rang sur 180 pays

Le Guatemala est à la fois un pays d'origine et de transit pour la traite des êtres humains. L'ensemble de ces activités trouve un terreau fertile au cœur d'un pays miné par la violence, la pauvreté, la corruption et les trafics de drogues. Appréhender les tenants et les aboutissants de la prostitution et de la traite à des fins sexuelles au Guatemala exige à la fois l'étude des structures sociales guatémaltèques et de l'histoire contemporaine du pays.

Suite à une guerre civile de plus de trente ans (1960-1996), le Guatemala traverse une phase complexe de transition post-conflit. Cette guerre a opposé un gouvernement autoritaire, sous influence américaine, à des groupes marxistes souhaitant mettre un terme à une société fortement inégalitaire et raciste. Cette organisation sociale s'est imposée dès le XVI^e siècle lors de la colonisation espagnole. Pour asseoir leur pouvoir, les colons ont mis en place un système de castes fondé sur les différents groupes

ethniques. Au sommet de cette hiérarchie : les *criollos*, les blancs d'origine européenne, puis les *ladinos*, des autochtones qui ont assimilé la culture des *criollos* et enfin, les *mayas* ou populations autochtones. Relégués au statut de citoyen de troisième zone, les *mayas* se voient confisquer leurs terres qu'ils considèrent sacrées. Les colons se créent alors de grands domaines fonciers, monopolisant le pouvoir à la fois politique, social et économique. Enjeux fonciers et inégalités raciales jouent un rôle déterminant aussi bien dans le déclenchement de la guerre que dans les violences qui en résultent (Hickey, 2013). Ce conflit a marqué durablement la société en l'accoutumant à la violence et aux inégalités de genre et ethniques.

C'est dans ce contexte de déliquescence que la prostitution et le trafic d'êtres humains ne cessent de se développer. Ces phénomènes touchent tout particulièrement les individus les plus fragiles de la société guatémaltèque, c'est-à-dire les femmes *mayas* et les enfants des rues. Il n'existe pas

de chiffres officiels concernant le nombre de personnes en situation de prostitution au Guatemala. La prostitution des adultes, avant d'être légale, a toujours été tolérée. Elle était considérée comme un « mal nécessaire » afin de protéger la vertu des « dames » (Howell, mai 2003). En outre, la législation du pays considère qu'une personne prostituée ne peut être violée puisque la violence fait partie intégrante de ses conditions d'activités et de vie. Jusqu'en 1906, les femmes célibataires, reconnues coupables de « mauvaise » conduite, pouvaient être vendues à un bordel. Ainsi, dans ce contexte, la prostitution s'inscrit bien dans une dynamique sexiste et un contrôle patriarcal des femmes.

Le Guatemala alimente à la fois des réseaux nationaux et internationaux, en direction notamment du Mexique, des États-Unis et de Belize (US Department of State, 2017). Les populations guatémaltèques ne sont pas les seules victimes de ces réseaux criminels. De très jeunes filles sont visées par ces gangs et se retrouvent exploitées le long de la frontière mexicaine. Les études menées par le gouvernement permettent de mieux saisir le fonctionnement et le mode de recrutement de ces organisations (US Department of State, 2017). Les femmes ont attiré les victimes et les hommes sont en charge de ces réseaux.

Certaines ONG, se consacrant à la défense des droits des enfants, font état de pratiques alarmantes comme la vente d'enfants à des trafiquants et propriétaires d'hôtels de passes.

Violence et pauvreté au cœur du système prostitutionnel guatémaltèque

Pauvreté et carence éducative

Selon la Banque Mondiale, « malgré un taux de croissance de 3 %, le Guatemala est l'un des rares pays de la région où la

pauvreté a augmenté entre 2006 et 2014, passant de 51 % à 59,3 % » (Banque Mondiale, 4 octobre 2018). Il est l'un des pays les plus inégalitaires d'Amérique latine, avec un indice de pauvreté très élevé, en particulier dans les zones rurales et parmi les populations indigènes. Dans les villages les plus isolés, 80 % de la population est démunie et se répartit entre pauvreté et extrême pauvreté. D'après le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), « une personne vit dans la pauvreté extrême si elle ne dispose pas des revenus nécessaires pour satisfaire ses besoins alimentaires essentiels – définis sur la base de besoins caloriques minimaux [...]. Une personne vit dans la pauvreté générale si elle ne dispose pas des revenus suffisants pour satisfaire ses besoins essentiels non alimentaires – tels l'habillement, l'énergie et le logement – et alimentaires » (*Études rurales*, 2001).

Alors que la pauvreté recule dans le monde, elle ne cesse de progresser dans le pays. Les liens qu'entretiennent pauvreté et éducation sont évidemment très forts. Si un enfant va à l'école, il ne peut plus gagner sa vie et il occasionne des dépenses pour ses parents. Les garçons très pauvres et extrêmement pauvres sont obligés de gagner leur vie, moyennant des salaires très bas. Les jeunes filles interrompent leurs études afin de soulager leur mère en s'occupant de leurs nombreux frères et sœurs. Certes, l'école primaire est gratuite mais les frais extrascolaires annexes, fournitures, livres, uniformes... grèvent le budget de la famille et condamnent la scolarité de ces enfants.

Plus les études se prolongent, plus le coût de la scolarité augmente. Cela a conduit à une revalorisation des bourses à partir du collège. Cette majoration a été plus forte en ce qui concerne les cursus professionnels qui incluent, en plus des frais de scolarité,

des dépenses annexes (transport, logement et nourriture).

L'évolution des mentalités est toujours un processus très long qui nécessite des ressources financières souvent rédhibitoires pour les populations les plus fragiles et marginalisées. Un père décrit ses revenus très faibles : *« Je suis une personne qui ne connaît pas les études, mon père n'avait pas d'argent. Moi-même, je n'ai pas de ressources fixes, je pars souvent travailler loin de ma famille, sur la côte du Pacifique, ou ailleurs, un mois par ci, un mois par là. Quand je trouve un bon travail, j'achète des livres scolaires. Je lutte pour gagner environ 40 quetzals par jour (5 EUR) afin de faire vivre sept personnes »*.

Les pertes fiscales annuelles provoquées au Guatemala par la corruption sont estimées à 550 millions de dollars américains (*El Periodico*, 27 septembre 2017). Les enfants en sont les grandes victimes : l'investissement dans les programmes éducatifs n'atteint pas un dollar par jour et par enfant. On constate alors une baisse de la couverture éducative et une préoccupante dénutrition chronique qui continue de toucher un enfant sur deux de moins de 5 ans. Cette « faim cachée » affecte la santé (retard en poids et en taille) et le développement mental des enfants, car elle est associée à de mauvaises performances scolaires si aucun traitement n'est entrepris avant l'âge de deux ans.

Une violence institutionnalisée et intégrée aux mécanismes sociaux

Le phénomène prostitutionnel est concomitant des violences, elles-mêmes inhérentes au système politique et social. La prostitution et le trafic d'êtres humains se développent au sein d'une région du monde qui se caractérise par son agressivité, plus particulièrement à l'encontre des femmes.

Les brutalités de la guerre civile ont marqué profondément et durablement le pays. De nombreux anthropologues admettent ainsi l'existence, pour ces populations, d'un lien récurrent entre les heurts passés et les tensions actuelles (Garcia, 2015).

Pour les Guatémaltèques, la violence a connu trois phases : « 1) la terreur d'État (années 1980) ; 2) l'attente des accords (années 1990) ; 3) l'heure des bilans (2006) » (Hébert, mai 2008). Le premier mouvement correspond aux brutalités physiques et matérielles commises. Ce conflit a alors institutionnalisé une violence d'État, engendrant de multiples massacres à l'égard des *mayas*.

La deuxième période correspond à la signature des accords de paix en 1996 qui mettaient fin au contexte d'extrême insécurité. Les représentations de la violence par les Guatémaltèques évoluent et se limitent de moins en moins à la violence physique (Hébert, mai 2008).

Au cours de la troisième période contemporaine post-conflit, la violence devient peu à peu un véritable enjeu politique. Deux discours s'opposent. D'un côté, le discours officiel du gouvernement, de l'autre, le discours social et des groupes les plus marginalisés.

Une analyse de ces perceptions et des acteurs est nécessaire. Cela permet de mieux rendre compte des violences faites aux femmes. Les autorités, depuis la signature des accords de paix en 1996, tentent d'imposer, par le biais des discours et postures politiques, une vision particulière de la violence. Elle se fonde sur une approche moralisatrice, un phénomène qui serait issu d'un manquement individuel, une déviance de certains individus (Hébert, mai 2008). Cette perception de la violence permet donc de renforcer le pouvoir des organes de répression comme la police,

l'armée ou les milices locales privées (*Las Juntas de Seguridad*). Elle permet aussi à toute une classe dirigeante de se décharger de ses responsabilités.

Le discours social émanant des populations marginalisées porte l'idée que la violence au Guatemala est avant tout systémique. Il s'agit de dénoncer les problèmes liés à une oligarchie qui empêche la pleine expression de la démocratie. La violence, c'est tout d'abord la corruption de l'État, le crime organisé et le népotisme qui engendrent problèmes économiques, pauvreté et autoritarisme.

Aujourd'hui, d'après l'Institut national d'études démographiques (INED), le Guatemala s'illustre comme étant le cinquième pays le plus violent au monde parmi les nations non en guerre. Le taux d'homicide (38 pour 100 000 habitants) reste très au-dessus de la moyenne du continent latino-américain, qui est de 23 pour 100 000 habitants (ONUDC, mars 2014). L'impunité subsiste, 98 % des meurtres ne font l'objet d'aucune enquête ou sont classés sans suite (*Le Figaro*, 1^{er} septembre 2011). Ce climat d'extrême violence est entretenu par *Las Maras*, des gangs locaux spécialisés dans le narcotrafic, la traite d'êtres humains et le racket. Le réseau de ces organisations criminelles s'étend jusqu'aux États-Unis, gangrénant aussi les plus hautes sphères politiques. Si cette violence est généralisée et institutionnalisée, elle s'applique tout particulièrement à certains groupes. Plusieurs études menées par des chercheurs et des ONG montrent qu'il s'agit principalement de discrimination, les populations les plus touchées étant les femmes indigènes et les enfants des rues (Hickey, 2013).

Au Guatemala, le féminicide prend plusieurs formes : intime, lorsqu'il s'agit du conjoint actuel ou de l'ancien compagnon ;

crime d'honneur, perpétré par un membre de la famille, du clan ou du groupe d'appartenance de la victime ; non intime, visant explicitement une femme et impliquant une ou plusieurs agressions sexuelles. Ces agressions, ayant pour motivation le genre ou l'appartenance ethnique, étaient assez communes pendant les trente-six années de conflit armé. 88,7 % des victimes d'agressions sexuelles durant la guerre étaient des femmes *mayas*, ce qui a laissé de profonds stigmates (*Revista Mexicana de Ciencias Políticas y Sociales*, septembre-décembre 2016).

Les insuffisances du cadre législatif guatémaltèque

La prostitution est légale au Guatemala si elle résulte d'un arrangement entre le client et la personne prostituée. En revanche, la prostitution impliquant des personnes mineures, le proxénétisme et le tourisme sexuel sont condamnés. Le régime réglementariste s'appuie alors sur le consentement de la personne prostituée. Elle doit être en mesure de négocier avec son éventuel client, ce qui présuppose une égalité quant au pouvoir de négociation. Cet état de fait profite bien évidemment avant tout aux clients.

Face au développement inquiétant de la traite à des fins sexuelles et aux interpellations répétées de l'ONU, le décret loi 09-2009 contre la violence sexuelle, l'exploitation et la traite des personnes a pour objet de « prévenir, réprimer, sanctionner et éradiquer la violence sexuelle, l'exploitation et la traite des personnes, et de prendre en charge, protéger et dédommager les victimes des préjudices subis » (CENADOJ). Ainsi, le *Secretaria contra violencia sexual, Explotacion y Trata de personas* (SVET) a été créé pour la prévention, la prise en

charge, la poursuite et la répression des crimes liés aux violences sexuelles, à l'exploitation et la traite des personnes.

Dans les faits, peu de victimes osent porter plainte à cause des menaces d'éventuelles représailles ou encore la défiance des populations à l'égard de la justice¹. En 2017, le gouvernement a identifié 316 victimes de la traite, contre 484 en 2016 et 673 en 2015 (US Department of State, 2018). L'État guatémaltèque a ouvert des enquêtes sur 254 plaintes relatives à des infractions liées à la traite en 2017 contre 243 en 2016 (US Department of State, 2018).

Ces mesures semblent superficielles et peu efficaces. En effet, si la loi guatémaltèque exige d'éloigner la victime de ses bourreaux, cela demeure difficilement applicable au regard du manque de foyers d'hébergement. Les personnes placées au sein d'établissements publics ne bénéficient pas de conseils juridiques ou de protocole de protection suffisants. En outre, le seul refuge public réservé uniquement aux femmes a fermé ses portes en décembre 2017, alors que de faibles coupes budgétaires avaient été annoncées.

Les affaires de traite sexuelle sont souvent portées à la connaissance des juges tardivement, ce qui freine l'accès aux services d'aide. Certaines victimes mineures placées au sein de leur famille retombent dans la traite. De plus, des membres de la famille sont fréquemment impliqués dans ces réseaux criminels (US Department of State, 2018).

Si les autorités ont bel et bien encouragé les victimes à jouer un rôle dans la condamnation des trafiquants en leur permettant de témoigner anonymement, ces victimes résidant dans des installations gouvernementales n'ont pas pour autant pu bénéficier d'un soutien juridique adéquat ou de la protection des témoins.

La prise en charge des victimes de l'exploitation sexuelle

Le gouvernement a réduit ses efforts pour identifier et protéger les victimes en se déchargeant, en partie, de la prise en charge des victimes auprès des ONG spécialisées. Les ONG gérant les foyers ont fait état de leurs inquiétudes pour répondre aux besoins spécifiques des victimes. Cette situation mène souvent les victimes à se faire de nouveau piéger par des trafiquants ou des réseaux de traite.

Le SVET a dispensé une formation dans plusieurs dialectes mayas et a poursuivi la mise en œuvre du protocole interinstitutionnel, initié en 2016, pour la protection des victimes de la traite. Trois refuges gérés par le gouvernement ont vu le jour, ils abritent 89 victimes de la traite (80 jeunes filles, sept jeunes garçons et deux femmes) en 2017, contre 77 en 2016. 17,6 millions de quetzals (GTQ) ont été alloués à ces trois refuges gouvernementaux (1 850 000 EUR). Sur les 316 victimes de la traite identifiées en 2017, 292 étaient des enfants et 24 étaient des adultes. Les ONG, quant à elles, hébergent et fournissent des services à 127 victimes de la traite, y compris les victimes de la traite à des fins sexuelles et du travail forcé (US Department of State, 2018). Cependant, la prise en charge des victimes demeure insuffisante et lacunaire, en particulier dans le cadre des refuges gouvernementaux.

Les travailleurs sociaux, les juges et les organes d'application des lois disposent d'un agenda contenant une liste récapitulant les contacts utiles (personnes-ressources...) et un manuel afin de faciliter la protection des victimes. Si la transmission des informations est facilitée, les gestes essentiels de protection destinés aux victimes ne sont pas ou plus assurés par le gouvernement.

Prostitution enfantine

Le développement de la prostitution enfantine est un phénomène qui inquiète de plus en plus les défenseurs des droits des enfants, notamment ECPAT International et l'UNICEF. Ce tourisme a connu une véritable expansion dans toute l'Amérique latine. Le nombre de visiteurs a quadruplé depuis 1980 (*Actu Latino*, 13 mai 2016).

Les destinations phares du tourisme sexuel impliquant des mineurs ont désormais changé. Les campagnes de sensibilisation contre la prostitution des enfants et la fin de l'impunité de ces crimes ont permis à des pays comme la Thaïlande ou les Philippines de ne plus compter parmi les destinations privilégiées du tourisme sexuel. Ainsi, ces touristes sexuels se sont tournés vers d'autres destinations comme le Guatemala, qui leur garantissent une totale impunité.

Le pays a mis en place des organes étatiques destinés à la protection des personnes et chargés de lutter contre les violences sexuelles. Les moyens alloués à ces missions sont insuffisants pour un phénomène d'une telle ampleur.

Au Guatemala, les enfants des rues constituent une population particulièrement vulnérable et marginalisée. Les Guatémaltèques ont une très mauvaise opinion des enfants des rues. À cela s'ajoute un déficit de prise en charge de ces enfants par les services sociaux. Chaque année, des affaires de maltraitance au sein des refuges éclatent.

En mars 2017, le refuge *Hogar Seguro Virgen de la Asuncion* a fait l'objet d'un scandale au Guatemala. Situé à 10 kilomètres à l'est de la capitale, ce refuge gouvernemental, d'une capacité de 400 places, connaissant d'importants problèmes de gestion, accueillait en réalité 700 pensionnaires. Cette surpopulation a eu des conséquences sur les conditions de vie des

enfants. Les autorités guatémaltèques ont donc sommé à plusieurs reprises les dirigeants du refuge d'améliorer leurs prestations et leur prise en charge. À cela s'est ajouté le signalement de graves dysfonctionnements : nourriture malsaine, maltraitance et abus sexuels sur certaines jeunes filles. Le 7 mars 2017, un groupe de jeunes filles victimes de maltraitements, de violences sexuelles et d'humiliations ont décidé de fuir le refuge. Le soir même, elles ont été arrêtées par la police et reconduites dans le refuge. En représailles à leur fugue, elles ont été enfermées toute la nuit dans une salle de 16 m², privées de nourriture et d'accès aux toilettes. Au matin du 8 mars, les jeunes filles ont décidé de mettre le feu à leur matelas afin de protester contre leurs conditions d'enfermement et, ainsi, être libérées. Personne ne leur est venu en aide. Les 46 jeunes filles sont mortes brûlées vives (US Department of State, 2017).

Les procureurs ont mis en lumière l'absence d'options appropriées de protection pour les victimes adultes. Le refuge avait déjà fait l'objet d'une enquête de l'Organisation des Nations Unies (ONU) au sujet de ses difficultés dans la gestion de ses activités. Des allégations de corruption et d'exploitation sexuelle avaient même été émises. Le drame du refuge a déclenché la colère de la population guatémaltèque qui a manifesté à la fois son indignation et son hostilité vis-à-vis du gouvernement en place. Quelques jours après l'incendie, le secrétaire d'État à la protection sociale, la sous-secrétaire, ainsi que le directeur de l'établissement ont été arrêtés, accusés d'homicides, de manquement au devoir de fonctionnaire et de violence sur mineurs. En tout, sept fonctionnaires ont été poursuivis pour abus de pouvoir, négligence dans leurs devoirs et mauvais traitements infligés à des mineurs (US Department of State,

2018). Le refuge a été fermé et trois jours de deuil national ont été décrétés.

Suite à ce drame, le Président guatémaltèque Jimmy Morales a appelé à une restructuration du système d'hébergement dans l'ensemble du pays. Le gouvernement a publié un nouveau plan d'action 2017-2032 pour la protection des enfants et des adolescents, dont l'objectif est de protéger les victimes de la traite et les enfants placés dans des institutions publiques (US Department of State, 2018).

Santé et prostitution

Dans les quartiers les plus pauvres et les plus violents, la prostitution compte parmi les plus importantes ressources des *maras* (gangs). Ce commerce international prospère car les principaux acteurs, par ailleurs impliqués dans le trafic de drogues, ont des amis influents, qu'il s'agisse d'hommes politiques ou de puissants hommes d'affaires.

La santé des jeunes filles les plus démunies est directement affectée par ces activités. Les enfants sont les premières victimes de la drogue. Les jeunes consomment du crack et des opiacés dès l'âge de 12-13 ans. Afin de financer sa dose journalière, cette population fragile doit se livrer à la prostitution.

D'après ONUSida, le VIH/Sida n'est pas un véritable problème de santé publique au Guatemala. Pour l'année 2016, le pays comptait, en moyenne, 46 000 personnes vivant avec le virus, dont 2 900 nouvelles infections et 1 600 décès liés à la maladie. Seuls 36 % ont accès à une thérapie antirétrovirale.

Au Guatemala, le phénomène des grossesses précoces est très inquiétant. Selon Myrna Montenegro, directrice de l'*Observatorio en Salud Sexual y Reproductiva* (OSAR), la banalisation de ce phénomène est le résultat de la prostitution

enfantine, de l'inégalité femme-homme et des violences à l'égard des femmes au Guatemala. Selon le SVET, depuis le mois de janvier 2017, 472 jeunes filles de moins de 14 ans étaient enceintes. Cependant, la directrice de l'OSAR dénonce une manipulation des chiffres car, selon elle, les statistiques sont à revoir à la hausse : « [il y a] une fausse baisse du nombre de grossesses précoces qui découle de méthodes de comptage défaillantes. Toutes les huit heures au moins, une enfant devient mère au Guatemala avant son quinzième anniversaire. Un chiffre choquant, mais la réalité pourrait être bien pire, en effet, car depuis 2012, les chiffres ont été faussés ». M. Montenegro milite pour une prise en charge médicalisée de ces jeunes filles. Il est crucial, d'après elle, que le Guatemala reconnaisse ces grossesses précoces à la fois comme un problème social et de santé publique.

Recommandations

L'État guatémaltèque et les autorités se préoccupent peu de la prostitution. Si des lois ont bel et bien été instituées afin de lutter contre ces crimes, très peu de moyens ont cependant été alloués afin qu'elles soient efficacement appliquées.

Par ailleurs, prostitution et traite à des fins sexuelles ne sont que les symptômes de dysfonctionnements politiques, économiques et socio-éducatifs plus profonds. Le phénomène prostitutionnel demeure tabou au sein de la société guatémaltèque. Il est, en outre, intrinsèque au système de violence, spécifique aux pays d'Amérique latine.

Aujourd'hui, il semble urgent qu'une politique de protection et de prise en charge des victimes soit véritablement mise en œuvre avec de nombreux refuges, un protocole d'éloignement des victimes en danger et enfin une aide à la réinsertion

professionnelle pour ces populations en situation de vulnérabilité extrême.

Concernant la prostitution enfantine, la mise en place du Code de conduite (*The Code*) permet à l'ensemble des acteurs du tourisme, de l'hôtellerie et du transport de se mobiliser contre l'exploitation sexuelle dans l'industrie du voyage, une initiative proposée dans le monde entier par ECPAT International, pour combattre la prostitution des enfants.

L'ensemble de ces mesures doit mettre fin à l'impunité mais également participer à une prise de conscience des violences sexuelles et des inégalités femmes-hommes.

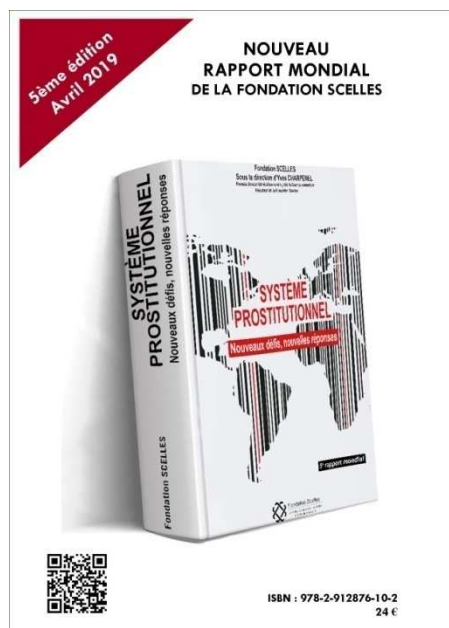
Sources

- Benicourt E., « La pauvreté selon le PNUD et la Banque Mondiale », *Études rurales*, n° 159-160, 2001.
- Boche E., « Icefi: se pierden US\$550 millones al año por corrupción », *El Periodico*, 27 septembre 2017.
- Fougère I., « Guatemala : dans l'enfer des gangs, *Le Figaro*, 1^{er} septembre 2011.
- Fulchiron Amandine, « La violencia sexual como genocidio : Memoria de las mujeres mayas sobrevivientes de violación sexual durante el conflicto armado en Guatemala », *Revista Mexicana de Ciencias Políticas y Sociales*, Vol. 61, n° 228, septembre-décembre 2016, p. 9-426.
- Garcia A., « Post-conflit guatémaltèque et planification familiale médicalisée des femmes indigènes », in Saumade F., Benoist O., *Pouvoir des femmes et sociétés amérindiennes, permanences et mutations*, Colloque, 2015.
- Hébert M., « La violence au Guatemala : le pouvoir de nommer », in Cohen A., Côté A.-E., *La violence dans l'imaginaire latino-américain*, Chapitre 15, Ed. Kathala - Presses de l'Université du Québec, mai 2008, p.233-244.
- Hickey D., « Les Mayas, victimes de l'histoire dans la guerre civile du Guatemala, 1954-1996 », *Amerika*, n° 8, 2013.
- Howell J., *Economic and social obligations of women, street prostitutes in Southern Mexico*, Working Paper #278, California State University, Long Beach, mai 2003.
- Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), *Global study on homicide 2013: Trends, contexts, data*, mars 2014.
- Russell Diana E.H., Van de Ven N., *Crimes against women: Proceedings of the international tribunal*, Ed. Les Femmes Pub, 1976.
- Timbert A., « Amérique Latine : Le tourisme sexuel, ce fléau qui vole l'innocence des enfants dans le monde », *Actu Latino*, 13 mai 2016.

- US Department of State, *Human Rights Report: Guatemala*, Bureau of Democracy Human Right and Labor US Department of State, 2009.
- Vanthuyne K., « Guatemala. Des ONG œuvrant pour la "paix" », *Journal de la société des américanistes*, 90-1, 2004.

- Banque Mondiale, *The World Bank In Guatemala – Overview*, 4 octobre 2018:
<http://www.worldbank.org/en/country/guatemala/overview>
- Centro Nacional de Análisis y Documentación Judicial (CENADOJ):
<http://www.oj.gob.gt>
- Secretaría contra la Violencia Sexual, Explotación y Trata de Personas (SVET):
<http://svet.gob.gt/>

¹ Cf. chapitre « Guatemala », in : Fondation Scelles, Charpenel Y. (sous la direction), *Exploitation sexuelle – Une menace qui s'étend (3^e rapport mondial)*, Economica, Paris, 2013.



Le Rapport mondial est réalisé par l'Observatoire international de l'exploitation sexuelle, en collaboration avec des experts internes et externes (magistrats, avocats, travailleurs sociaux, dirigeants d'ONG...) et avec l'aide de contacts privilégiés auprès d'ONG locales ou de chercheurs internationaux.



Fondation Scelles
Connaître, Comprendre, Combattre
L'Exploitation Sexuelle

La **Fondation Jean et Jeanne Scelles**, reconnue d'utilité publique depuis 1994 et bénéficiant du statut consultatif ECOSOC, est une organisation installée à Paris (France) dont le but est la lutte contre le système prostitutionnel. Par nos travaux d'analyse, de plaidoyer et de sensibilisation, nous nous engageons à connaître, comprendre et combattre l'exploitation sexuelle commerciale. La **Fondation Jean et Jeanne Scelles** est membre fondateur de la Coalition pour l'Abolition de la Prostitution (CAP International) lancée en 2013, qui réunit 28 ONG abolitionnistes dans 22 pays.

L'**Observatoire international de l'exploitation sexuelle**, département de recherche et développement de la Fondation Jean et Jeanne Scelles, est un carrefour de renseignements, de rencontres et d'échanges d'informations sur l'exploitation sexuelle commerciale dans le monde. Il est régulièrement consulté par des experts français et étrangers : associations, institutions, journalistes, juristes, chercheurs et personnes concernées par la défense des droits humains. L'**Observatoire international de l'exploitation sexuelle** a pour objectif :

- d'analyser ce phénomène sous tous ses aspects : prostitution, tourisme sexuel, proxénétisme, pornographie infantile, traite d'êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle commerciale...
- de permettre la réflexion et les prises de position
- d'informer tout public intéressé par ces questions

CONTACT

Sandra AYAD, Responsable de l'Observatoire international de l'exploitation sexuelle
sandra.ayad@fondationscelles.org

14 rue Mondétour
75001 Paris - France



www.fondationscelles.org
Tw: @Fond_Scelles
Fb: @FondationScelles